

Maître d'Ouvrage

Etat - Ministère de la Justice

Secrétariat Général – Délégation Interrégionale Grand-Est représentée par
Madame la Cheffe du Département de l'Immobilier de Nancy

Immeuble

Palais de Justice de METZ

3 rue Haute Pierre 57 000 Metz

Opération – TF

Traitement du risque radon

TF n° 050421

Programme de l'opération

Septembre 2025



Préambule

Le présent programme est établi par la maîtrise d'ouvrage (Art L2421-2 du code de la commande publique).

C'est une pièce contractuelle entre le Maître d'œuvre et le Maître d'ouvrage, il ne peut être modifié sans un accord écrit des parties.

Le présent document définit le niveau minimal de qualité exigé par le maître d'ouvrage. Il ne doit pas constituer un obstacle à la liberté de choix de solutions techniques par le concepteur.

A cet effet, et dans la mesure du possible, il a été rédigé sous forme d'exigence. Lorsque pour nécessité technique ou pour simplicité de formulation, la rédaction de ce document, préfigure une solution, il est explicitement convenu que le Maître d'œuvre peut, au stade des études de conception, proposer toute autre solution offrant le même niveau de qualité à l'approbation du maître d'ouvrage.

Il doit permettre au Maître d'œuvre de proposer une solution architecturale, technique et fonctionnelle aux objectifs fixés par le maître d'ouvrage.

Il débute par une présentation de l'opération : ses divers intervenants, sa nature.

Il décrit le bâtiment sur lequel les travaux doivent être réalisés.

Il recense les besoins auxquels les travaux doivent satisfaire.

Enfin il indique les différentes contraintes et exigences que le Maître d'œuvre doit prendre en compte.

Table des matières

I.	Présentation de l'opération.....	4
A.	Les intervenants	4
B.	Nature de l'opération	5
II.	Présentation du bâtiment	5
III.	Les besoins	7
A.	Constat général	7
B.	Objectifs de l'opération.....	8
C.	Etat des lieux :	9
IV.	Les Contraintes et exigences	9
A.	Contraintes Réglementaires.....	9
B.	Planning prévisionnel de réalisation	10
C.	Travaux en site occupé	10
D.	Exigences liées à l'insertion de clauses environnementales :	10
E.	Exigences financières	11
V.	Annexes	11

I. Présentation de l'opération

A. Les intervenants

La maîtrise d'ouvrage

Maître d'ouvrage, Ministère de la Justice
Pouvoir adjudicateur : Secrétariat général – Délégation Interrégionale Grand-Est -
Département de l'Immobilier de Nancy
Représentant du Madame VINEL Isabelle
pouvoir adjudicateur Cheffe du Département Immobilier de Nancy
accompagnée de Madame TITE Murielle,
Cheffe de Projets au Département Immobilier de Nancy

adresse postale :
Ministère de la Justice
Direction Interrégionale du Secrétariat Général Grand-Est
Département de l'immobilier de Nancy
20 boulevard de la Mothe
CS 70005
54002 NANCY CEDEX

Le Maître d'ouvrage a la charge de définir les besoins et de les faire réaliser en respectant les réglementations en vigueur et de respecter l'enveloppe financière prévisionnelle fixée.

Chef d'établissement Monsieur Le Premier Président de la cour d'appel de Metz, chef d'établissement au sens de la réglementation incendie.

Représentant des - Monsieur BROSSARD, Premier Président,
utilisateurs - Monsieur PERAIN, Procureur Général,
- Monsieur DELMAS-GOYON, Président,
- Monsieur TOUVET, Procureur,
- Monsieur MIRA, magistrat délégué à l'équipement,
- Mme LE GALL, directrice - responsable de l'immobilier du site,
- Madame TESSIER, directrice des services de greffe à la CA,
- Madame AUBATERRE, directrice des services de greffe au TJ,
- Monsieur DUMONT, directeur des services de greffe au TJ,
- Madame NARBONI, directrice DARJ
- M. Leon, technicien immobilier au SAR,
- Monsieur FELICIJAN, technicien - concierge de l'établissement.

Ils sont associés au Maître d'Ouvrage pour la mise au point du programme, mais n'ont pas de pouvoir décisionnel au niveau du déroulement de l'opération.

Les autres intervenants

- Maître d'œuvre : Il est l'unique responsable de la conception, des études et du contrôle d'exécution des ouvrages du projet conforme au présent programme.
- Contrôleur technique : Il a la tâche de contrôler, pour le compte du maître d'ouvrage, le projet tant en phase études qu'en phase travaux, conformément au titre II de la loi n° 78.12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et l'assurance dans le domaine de la construction.
- Coordonnateur de sécurité : Il a la tâche de contrôler, pour le compte du maître d'ouvrage, l'application de la loi n°93.1418 du 31 décembre 1993, modifiant les dispositions de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs et du décret d'application du 26 décembre 1994.
- La ou les entreprise : A désigner suivant la forme juridique proposée par le Maître d'ouvrage. Elles devront réaliser les ouvrages définis par les éléments architecturaux et les études d'exécution fournies par le Maître d'œuvre.

B. Nature de l'opération

La présente opération s'inscrit dans le cadre du traitement du risque radon. Elle concerne le Palais de Justice situé au 3, Rue Haute pierre 57000 METZ et consiste à réaliser, sur la base d'une seule tranche, tous les travaux nécessaires à la remédiation de la présence de radon dans le bâtiment.

II. Présentation du bâtiment

Le Palais de Justice de Metz, propriété de l'Etat, Ministère de la Justice, est situé 3 rue Haute Pierre. Il a été construit à partir de 1775 par l'architecte Clerisseau.

1791 Transformations pour l'affectation en tribunal civil par BLANCHEVILLE.

1914 Transformation des ailes côté esplanade et jardin : modifications des toitures et réaménagement des salles de séances.

L'édifice est composé de quatre ailes organisées autour d'une cour intérieure : corps de bâtiment principal (aile B), flanqué de deux ailes en retour d'équerre (ailes A et C), de même hauteur, reliées en leurs extrémités par une aile de raccordement plus basse, accueillant le porche de l'entrée principale. L'accès du public au bâtiment se fait en

partie centrale de l'aile B, après franchissement d'un perron.

Suivant les ailes, il compte jusqu'à 7 niveaux, compris cave et combles, et totalise environ 22 000 m² de surface hors œuvre brute. En termes de sécurité incendie, il est classé en deuxième catégorie de type W (administrations, banques, bureaux) et L (salles à usage d'audition, de conférences, de réunions...).



Bâtiment en U

← Façade Entrée principale / porche

Trois ailes hors façade du porche :

gauche (A), centre (B) et droite (C)

Aile gauche : 7 niveaux ; Aile droite : 6 niveaux (pas de s-sol) et Aile centre : 6 niveaux (pas de 1^{er} étage)

Façades côté ailes A et B



Protection patrimoniale :

En termes de protection patrimonial, plusieurs éléments du bâtiment sont classés au titre des monuments historiques :

- Les façades, la cour intérieure et le grand escalier du bâtiment par arrêté du 4 Avril 1921.
- Les deux vestibules précédant le grand escalier par arrêté du 14 juin 1929.

De plus, la totalité du bâtiment est située à l'intérieur du secteur sauvegardé de la ville de Metz où tous les travaux sont soumis à l'avis conforme de l'Architecte des Bâtiments de France.

Diagnostics bâtementaires réalisés :

Des **diagnostics relatifs à la présence de radon** sont joints en **annexes 1** :

- Rapport du bureau Véritas du 22/06/2021 mettant en valeur un dépassement de la valeur de référence dans une partie du bâtiment
- Rapport d'investigations complémentaires Véritas du 12/04/2023 identifiant les voies d'entrée et de transfert.

Ont également été réalisés :

- Un rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'**amiante** a été réalisé en 2022, pour chaque niveau du bâtiment. Les conclusions pour les niveaux concernés sont les suivantes :
 - ✓ Au sous-sol : repérages amiante sur des conduits de fluides & air et murs du local TGI Archives 60 ;
 - ✓ Au RDC : absence d'amiante.
- Un **diagnostic plomb** avant travaux a été réalisé en 2022 et mentionne la présence de peintures contenant du plomb dans le bâtiment avec des mesures au-dessus de 1 mg/cm². La localisation des éléments plombés est erratique.

Des diagnostics complémentaires pourront être réalisés à la demande du maître d'œuvre lors des premières phases d'études.

Nota : Dans un souci de sureté, les plans complets au format DWG et PDF (annexes 4) et les diagnostics ne seront transmis qu'au maître d'œuvre retenu.

III. Les besoins

A. Constat général

- Un mesurage du radon a été réalisé par la société Bureau VERITAS sur la période du 04/12/2020 au 10/03/2021. Le rapport révèle des taux d'activité volumique de Radon supérieurs à 300 Bq/m³, attribués à la zone homogène n°6 située au RDC (aile droite du bâtiment).
- Des investigations complémentaires ont été réalisées par la société Bureau VERITAS sur la période du 31/01 au 02/02/2023 dans les zones suivantes :
 - Ensemble du R-1 : chaufferie et accès, archives TGI et local technique,
 - Ensemble de l'aile droite du R+0, local informatique,

- Mesures ponctuelles pour confirmation dans l'aile centrale et l'aile gauche du bâtiment

Par élimination, la source principale identifiée est d'origine géogénique.

Les voies d'entrées principales identifiées sont notamment les jonctions dalle-plancher/mur ou poteau, coffrage canalisation de placard, bâtis de portes, fissure au sol.

L'ensemble est détaillé dans les diagnostics de Véritas précités.

B. Objectifs de l'opération

La présente opération vise à limiter la présence de radon sur le site, afin d'atteindre des seuils de concentration compatibles avec la réglementation, à savoir 300 Bq/m³.

Des mesures d'activité volumique de radon seront réalisées à l'issue des travaux pour vérifier si les seuils réglementaires ont été atteints.

Les zones à traiter sont :

- R-1 :

- o Chaufferie et local annexe,
- o -42 Stockage,
- o -60 TGI Archives,
- o -63 Local technique.

- RDC :

- o Bureaux aile droite (dont certains locaux sensibles et accueillant du public),
- o Local informatique et dégagement.

Des propositions d'action sont fournies dans les rapports de Véritas, parmi lesquelles :

- Réaliser une étanchéification des voies d'entrée identifiées,
- Mettre en place une ventilation dès que les mesures l'exigeront, en privilégiant le double-flux.

Le maître d'œuvre est invité à faire ses propositions complémentaires au cours de ses études.

Si besoin, le maître d'œuvre devra prévoir des travaux de désamiantage / déplombage pour les zones travaux concernées.

C. Etat des lieux :

Depuis l'établissement des rapports de Véritas : dans le cadre de travaux de réaménagement d'une partie du sous-sol en 2025, un traitement partiel de radon a été effectué dans la zone « -42 Stockage ».

Des précisions seront fournies au maître d'œuvre retenu ultérieurement.

IV. Les Contraintes et exigences

A. Contraintes Réglementaires

Le traitement radon sera à prévoir conformément aux textes de références cités ci-après :

La liste n'est pas exhaustive, il conviendra de la compléter si nécessaire avec les nouvelles réglementations ou autres textes en vigueur.

- Code du Travail articles R. 4451-1 et suivants,
- Décret n°2018-437 du 4 juin 2018 portant relatif à la protection des travailleurs contre les risques dus aux rayonnements ionisants diverses dispositions en matière nucléaire,
- Décret no 2018-438 du 4 juin 2018 relatif à la protection contre les risques dus aux rayonnements ionisants auxquels sont soumis certains travailleurs,
- Arrêté du 27 juin 2018 portant délimitation des zones à potentiel radon du territoire français,
- Arrêté du 26 juin 2019 relatif à la surveillance individuelle de l'exposition des travailleurs aux rayonnements ionisants,
- Normes : o NF ISO 11665 - 3 : Mesurage de la radioactivité dans l'environnement - Air: radon 222 - Partie 3: Méthode de mesure ponctuelle de l'énergie alpha potentielle volumique de ses descendants à vie courte o NF ISO 11665 - 4 : Mesurage de la radioactivité dans l'environnement,
- Air : radon-222 - Partie 4 : méthode de mesure intégrée pour la détermination de l'activité volumique moyenne du radon avec un prélèvement passif et une analyse en différé o NF ISO 11665 - 5 : Mesurage de la radioactivité dans l'environnement - Air : Radon-222 - Partie 5 : méthodes de mesure en continu de l'activité volumique o NF ISO 11665 - 6 : Mesurage de la radioactivité dans l'environnement - Air: radon 222 - Partie 6: Méthodes de mesure ponctuelle de l'activité volumique o NF ISO 11665 - 8 : Mesurage de la radioactivité dans l'environnement - Air : radon 222 - Partie 8 : méthodologies appliquées aux investigations initiales et complémentaires dans les bâtiments o NF ISO 11665 - 11 : Mesurage de la radioactivité dans l'environnement - Air : radon 222 - Partie 11 : méthode d'essai pour le gaz du sol avec un prélèvement en profondeur - Guide pratique DGT septembre 2020 (Direction Générale du Travail) : Prévention du risque radon.

B. Planning prévisionnel de réalisation

Sélection et notification du maître d'œuvre	Octobre-Novembre 2025
Études maîtrise d'œuvre	Décembre 2025 à Avril 2026
Autorisation administrative	Avril-Juin 2026
Recrutement des entreprises	Juillet-Août 2026
Démarrage des travaux	Octobre 2026

C. Travaux en site occupé

Les travaux auront lieu en site occupé. Ils devront être organisés de façon à maintenir l'activité, sans désagrément ni discontinuité (phasage...). Les travaux à fortes nuisances, tels que la création de trémies, seront programmés en horaires et/ou jours décalés. Il est important de rappeler que la cour d'appel et le tribunal judiciaire continueront de fonctionner normalement pendant toute la durée du chantier.

Les déchets de chantier devront faire l'objet d'une attention toute particulière afin d'éviter les accidents, limiter les poussières, en évacuant et en nettoyant au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Le chantier devra être organisé de manière à ce que l'accès et l'évacuation sécurisés du personnel, du public et des escortes puissent être assurés en permanence durant les horaires d'ouverture de l'établissement.

D. Exigences liées à l'insertion de clauses environnementales :

Dans le cadre des directives du plan national d'achats durables (PNAD) 2022-2025, le ministère de la justice a décidé de prendre en compte cet enjeu par le biais d'obligations dans les contrats travaux ou/et comme critères de jugement des offres.

Pour cela il est demandé au maître d'œuvre des propositions chiffrées concrètes en la matière et notamment pour :

- o Recycler et valoriser des déchets de chantier (démolitions diverses, câbles cuivre...);
- o Utiliser des matériaux avec une proportion significative de matériaux recyclés ;

- o Utiliser des produits dont la composition est plus écologique, moins polluants, non toxiques : exemple pour les peintures : réduire les composés organiques volatils (COV), recours à une technologie de chaîne de peinture à l'eau sans solvant ;
- o Utiliser de label durable : Le label FSC pour le bois par exemple.

E. Exigences financières

La part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux décrits dans le présent programme par le Maître d'Ouvrage est de 250 000,00 € HT (valeur septembre 2025 – index BT 01).

Ce montant inclut les prestations prévues au programme ainsi que les installations nécessaires pour la réalisation des travaux (installations de chantier, dispositifs de protection et sécurisation, signalisation, les contraintes de site occupé...).

V. Annexes

Annexe 1 : diagnostics radon

Les documents suivants seront fournis au MOE retenu :

Annexe 2.1 à 2.7 : Pré-rapports de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux, pour chaque niveau : R-1 et RDC.

Annexe 3.1 à 3.7 : Diagnostics plomb avant travaux pour chaque niveau : R-1 et RDC.

Annexe 4 : Plans du bâtiment, 2 niveaux (format pdf et dwg).